

**Commission économique pour l'Europe****Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Septième session**

Genève, 27 et 28 (matin) juin 2022

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Rapport de la manifestation parallèle que la Commission économique pour l'Europe a organisée le 27 juin sur le thème de l'économie circulaire**Accélérer la transition vers une économie circulaire : solutions envisageables pour exploiter le potentiel du commerce et de la coopération économique – Résumé*****Note du secrétariat***Résumé*

Comme suite aux décisions que la Commission économique pour l'Europe (CEE) a prises au sujet de l'économie circulaire et de l'utilisation durable des ressources naturelles à sa soixante-neuvième session, en avril 2021, le secrétariat de la CEE a intégré une approche fondée sur l'économie circulaire dans ses domaines d'activité pertinents, notamment dans ses travaux relatifs au commerce.

La présente note est un résumé du document directif de la CEE intitulé « Accélérer la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE : solutions envisageables pour exploiter le potentiel du commerce et de la coopération économique », qui fait partie d'une série de documents établis dans le cadre du projet « Accélérer la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE », financé au titre de la treizième tranche du Compte de l'ONU pour le développement.

Dans ce document directif, la CEE fait le point sur la transition vers la circularité et analyse le rôle de catalyseur que peut jouer le commerce international à cet égard. En particulier, elle s'intéresse aux liens entre commerce et économie circulaire, aux interactions à exploiter et aux secteurs clés à transformer, ainsi qu'aux cadres de réglementation du commerce et de l'économie circulaire. Elle met l'accent sur les difficultés particulières auxquelles se heurtent les pays en transition sur la voie d'une économie plus circulaire. Enfin, elle suggère des pistes de réflexion quant à la nature de l'assistance qu'elle pourrait apporter à ses États membres pour faciliter le passage à une économie circulaire.

La présente note, qui synthétise les principales conclusions du document directif, vise à informer les délégations qui participeront à la septième session du Comité directeur des capacités et des normes commerciales.

La présente note est soumise au Comité directeur pour information.

* Le présent document n'a pas été édité par la CEE.



I. Introduction

1. L'économie mondiale repose largement sur l'extraction et l'utilisation de matières premières. Ces matières sont transformées, puis utilisées ou consommées, avant d'être rejetées dans l'environnement sous forme de déchets. Ce modèle économique linéaire est à l'origine d'environ la moitié de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre¹, et est donc l'un des principaux responsables de la dégradation de l'environnement causée par l'activité humaine. Compte tenu de l'augmentation attendue de la population mondiale, qui devrait dépasser la barre des 10 milliards d'individus à l'horizon 2060, et de la persistance de modes de consommation toujours plus gourmands en ressources, les émissions de gaz à effet de serre devraient encore croître de 80 %².

2. L'économie circulaire offre une solution à ces problèmes en limitant la production de déchets et en bouclant les cycles des matières premières et de la production pour préserver le capital naturel. Les grands objectifs sont de réduire la demande de matières premières, d'accroître la qualité de vie et de bâtir une société durable et régénératrice. Dans une économie circulaire, les produits sont conçus de manière à être durables et évolutifs, à réduire la production de déchets, à éviter la production de déchets nocifs et à créer des marchés pour leurs sous-produits. En résumé, l'économie circulaire consiste à réutiliser les produits, à les remettre en état, à les refabriquer, à les réparer et, en dernier recours, à les recycler³.

3. La promotion de modèles d'activité fondés sur l'économie circulaire peut présenter de multiples avantages économiques, sociaux et environnementaux. Les principes de l'économie circulaire ne sont pas explicitement énoncés dans les objectifs de développement durable (ODD), mais ils les imprègnent malgré tout, en particulier les objectifs 8, 9 et 12. L'ODD 8 (travail décent et croissance économique) consiste notamment à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales dans les modes de consommation et de production. L'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure) encourage l'adoption de technologies économes en ressources et respectueuses de l'environnement, tandis que l'ODD 12 (consommation et production responsables) met l'accent sur l'efficacité de l'utilisation des ressources et la réduction de la production de déchets.

4. Au-delà de ces liens évidents, l'évolution de nos modèles de production, de consommation et de distribution, ainsi que le renforcement de l'efficacité des chaînes d'approvisionnement, peut contribuer à la réalisation d'autres ODD et d'objectifs mondiaux plus larges. La baisse de la demande de matières premières peut accroître la compétitivité et réduire la dépendance à l'égard de certaines matières critiques tout en atténuant les problèmes liés à la volatilité des prix de ces matières. Elle peut donc être particulièrement bénéfique aux pays en transition de la région de la CEE. En favorisant la récupération et la réutilisation de minéraux critiques, l'économie circulaire peut remédier à de potentielles pénuries d'offre dans des secteurs essentiels à la transition vers les énergies vertes⁴. Elle peut donc renforcer les stratégies de relèvement postpandémie actuellement mises en œuvre et, si ses principes sont appliqués à grande échelle, constituer le fondement d'une stratégie mondiale de croissance résiliente.

¹ Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2019), *Global Resources Outlook 2019: Natural Resources for the Future We Want*, rapport du Groupe international d'experts sur les ressources, Nairobi, disponible à l'adresse <https://www.resourcepanel.org/global-resources-outlook-2019>.

² OCDE (2018), *Global Material Resources Outlook to 2060: Economic Drivers and Environmental Consequences*, Éditions de l'OCDE, Paris, disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1787/9789264307452-en>.

³ Fondation Ellen MacArthur. Voir <https://archive.ellenmacarthurfoundation.org/explore/the-circular-economy-in-detail>.

⁴ Comme nous avons pu le constater dernièrement, une succession de chocs sur l'offre de matières critiques peut perturber, au niveau mondial, la fabrication de produits technologiquement avancés, tels que les tablettes ou les véhicules électriques. Pour de plus amples informations, voir les conclusions du débat de la CEE sur la pérennisation de l'offre de minéraux critiques, disponibles à l'adresse <https://unece.org/sites/default/files/2022-01/UNECE%20UK%20Critical%20Minerals%20Report%20Jan%202022.pdf>.

5. Malgré ces avantages potentiels, le degré de circularité de l'économie mondiale reste sous la barre des 10 % et a même diminué, passant de 9,1 % en 2018 à 8,6 % en 2021. Des mesures sont nécessaires pour inverser la tendance⁵.

6. Dans une économie mondiale et interconnectée, la coopération internationale dans les domaines du commerce et de l'économie peut être un catalyseur de la transition vers une économie circulaire. Le commerce international, y compris le commerce de déchets, de ferraille et de biens et services environnementaux, peut contribuer à donner une envergure régionale, voire mondiale à des initiatives locales de promotion de la durabilité et de la circularité.

II. Principales conclusions

A. Les liens entre commerce et économie circulaire

7. La transition vers une économie plus circulaire exige que les producteurs comme les consommateurs de biens et de services modifient leurs pratiques. Le commerce international peut jouer un rôle important à l'appui de cette transition.

8. Les activités commerciales sont de plus en plus interconnectées au sein des chaînes d'approvisionnement. Ces chaînes sont intrinsèquement linéaires et, pour conserver la même importance dans le cadre d'une économie circulaire, elles doivent être fondamentalement repensées, réorganisées et réadaptées⁶. Les gains d'efficacité que permet l'économie circulaire concernent tous les facteurs de production (terres, énergie, matières, services, travail et biens d'équipement), ainsi que les produits, y compris les sous-produits. Les initiatives de promotion de la circularité devraient aussi porter sur la phase de consommation et la phase postconsommation (déchets), où des gains d'efficacité sont également possibles. Pour intégrer les principes de l'économie circulaire dans les activités commerciales, il est suggéré de favoriser le passage :

- **Du commerce des matières premières au commerce des matières secondaires.** Le volume des échanges de matières premières pourrait diminuer au profit d'une augmentation de celui des échanges de matières secondaires. Le commerce des biens d'occasion pourrait se développer et il est probable que les produits remis à neuf puissent être fournis beaucoup plus rapidement que des produits nouvellement fabriqués ;
- **D'un commerce mondial à un commerce plus régional et local.** Dans une économie circulaire, les restrictions imposées au commerce des déchets et des matières dangereuses pourraient ramener le commerce à une échelle plus locale ou régionale, et aboutir à la création de centres régionaux de recyclage et de retraitement, qui seraient adaptés aux marchés régionaux⁷. La raréfaction des ressources, la volatilité des chaînes d'approvisionnement et les impératifs de protection de l'environnement pourraient aussi favoriser la relocalisation ou la régionalisation de la production ;
- **De la dépendance à la résilience.** La réutilisation de matières pourrait être un moyen d'accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement. Ces chaînes doivent être souples pour pouvoir mieux absorber les chocs et devront donc, à l'avenir, intégrer

⁵ Circle Economy (2022), *The Circularity Gap Report 2022* (p. 1 à 64), Amsterdam: Circle Economy, disponible à l'adresse <https://www.circularity-gap.world/2022#Download-the-report>.

⁶ Pour une comparaison entre le modèle linéaire et le modèle circulaire, voir Tamminen, S., Sell, M., Forslund, T., Tipping, A., Soprana, M. et Bellmann, C. (2020), *Trading Services for a Circular Economy*, Institut international du développement durable et Ministre finlandais des affaires étrangères, disponible à l'adresse <https://www.iisd.org/publications/trading-services-circular-economy>.

⁷ Kettunen, M., Gionfra, S. et Monteville, M. (2019), *EU circular economy and trade: Improving policy coherence for sustainable development*, Institut pour une politique européenne de l'environnement, Bruxelles et Londres, disponible à l'adresse [https://ieep.eu/uploads/articles/attachments/f560794d-c411-4895-8ae9-910c65548f33/EU%20trade,%20CE%20and%20sustainable%20development%20\(IEEP%202019\)%20FINAL.pdf?v=63741577228](https://ieep.eu/uploads/articles/attachments/f560794d-c411-4895-8ae9-910c65548f33/EU%20trade,%20CE%20and%20sustainable%20development%20(IEEP%202019)%20FINAL.pdf?v=63741577228).

davantage de petits partenaires locaux, y compris des microentreprises et petites et moyennes entreprises. Une telle évolution pourrait contribuer à réduire les retards d'approvisionnement et à préserver les ressources⁸ ;

- **Du commerce de biens au commerce de services.** Les services occupent une place centrale dans les modèles d'activité fondés sur la circularité. L'échange et le commerce de services de réparation, de refabrication, de récupération, de recyclage, de remise en état et d'après-vente vont connaître un essor, de même que les solutions « produit en tant que service ». Une multitude de services pourraient être concernés : traitement de l'eau et des déchets, conception, informatique, ingénierie environnementale, recherche-développement, etc. ;
- **De l'analogique au numérique.** Les solutions numériques et les technologies de la quatrième révolution industrielle sont déjà bien présentes dans les chaînes d'approvisionnement linéaires. Elles pourraient aussi faire partie du système d'exploitation des chaînes d'approvisionnement circulaires à l'avenir. Les outils numériques pourraient sous-tendre les opérations de production, de logistique et de distribution, améliorer la traçabilité des marchandises et éclairer la prise des décisions importantes.

9. En tout état de cause, il convient de veiller, dans l'élaboration et l'application des instruments de politique commerciale axés sur la circularité, à ce que ces instruments ne créent pas de potentiels obstacles au commerce.

B. Développer l'économie circulaire : interactions et secteurs clés

10. Le commerce international interagit avec de nombreux domaines d'action, dont l'investissement, l'innovation, la transition numérique et les marchés publics. Ces interactions offrent la possibilité de créer des synergies dans les chaînes d'approvisionnement, notamment des synergies de nature à favoriser la transition vers une économie plus circulaire. Il est également essentiel, dans le cadre de cette transition, de prendre en considération certaines particularités sectorielles du commerce international.

1. Interactions

11. Pour progresser vers l'économie circulaire, les pays, en particulier les pays en transition, doivent cibler les solutions susceptibles d'en faciliter l'essor. Il y a des liens étroits entre l'économie circulaire et les domaines d'action énumérés ci-après, et une approche cohérente est nécessaire pour créer des synergies.

- **Investissement/financement.** La transition vers une économie circulaire n'est possible qu'au prix d'investissements massifs dans les chaînes d'approvisionnement. Il faut investir dans la création de nouveaux modèles d'activité (secteurs axés sur la circularité, réorganisation des chaînes d'approvisionnement, écoconception, génie biologique, etc.), dans l'adoption de nouvelles procédures, technologies et innovations, ainsi que dans la formation des ressources humaines. Il importe aussi de tirer parti des nouveaux modes de financement mixtes et novateurs, tels que les obligations vertes et les partenariats public-privé.
- **Innovation.** Pour faire évoluer les modes de consommation et de production, les modèles d'activité et les chaînes d'approvisionnement circulaires doivent reposer sur des pratiques innovantes, de nouvelles technologies et de nouveaux services. Une solution pourrait consister à promouvoir l'investissement dans la recherche-développement, les parcs technologiques et les pôles de production où entrepreneurs, scientifiques et consommateurs pourraient trouver des idées en dialoguant et en coopérant. Pour constituer un vivier de compétences adaptées aux besoins de l'économie circulaire et relever le défi de la transition, il faut aussi

⁸ <https://www.digit.fyi/could-supply-chain-challenges-fuel-the-circular-economy/>.

renforcer les compétences des travailleurs susceptibles de perdre leur emploi dans l'économie linéaire⁹.

- **Transition numérique.** Les technologies numériques dynamisent et transforment l'économie mondiale et le commerce international. La transition numérique modifie radicalement les procédés de production et les comportements des consommateurs, et est l'un des principaux moteurs de l'innovation, de la productivité et de la compétitivité¹⁰. Elle peut promouvoir la circularité en favorisant par exemple le développement de l'économie des plateformes, l'informatisation des chaînes d'approvisionnement et le renforcement de la traçabilité¹¹.
- **Marchés publics.** Compte tenu de leur poids considérable dans le PIB des pays, les marchés publics peuvent être un puissant vecteur de promotion de modes de consommation plus durables. En stimulant la demande de biens et de services durables, produits dans le respect des principes de circularité, les politiques relatives aux marchés publics pourraient stimuler les investissements en faveur de technologies et de pratiques plus vertes.

2. Secteurs clefs

12. Pour maximiser la contribution du commerce international au développement de l'économie circulaire, il faut prendre des mesures dans différents secteurs de l'économie. La transformation des secteurs énumérés ci-après, dont la liste n'est pas exhaustive, est à maints égards essentielle à la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE.

- **Commerce des services.** Les services joueront un rôle central dans le passage à une économie circulaire. Des services tels que le traitement de l'eau et des déchets seront indispensables au développement de la circularité. En outre, les services qui relèvent des domaines de la conception, de l'informatique, de l'ingénierie environnementale, de la recherche-développement et du numérique sont importants, car ils sont intrinsèquement liés à l'innovation, à la transition numérique et à l'évolution des procédés de fabrication. Les services sont au cœur de tous les modèles d'activité fondés sur la circularité, qu'il s'agisse de la réparation, de la refabrication, de la récupération, du recyclage ou du partage.
- **Commerce de produits agricoles.** La production et la distribution de produits agricoles sont parmi les principaux responsables des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la dégradation des terres. Il est donc crucial de trouver des moyens de produire suffisamment de ressources vivrières pour nourrir une population grandissante tout en évitant d'accroître la pression que la production alimentaire exerce sur l'environnement. L'application des principes de l'économie circulaire et la promotion d'une agriculture régénératrice pourraient être des solutions. L'idée est de réduire la quantité d'intrants, de boucler les cycles des nutriments, de réduire autant que possible les pertes alimentaires et de limiter le rejet des déchets de production dans l'environnement. Dans ce contexte, il est essentiel d'assurer la transparence de l'ensemble des chaînes d'approvisionnement.

⁹ À cette fin, la CEE a récemment lancé un projet extrabudgétaire sur les moyens de renforcer l'écosystème de l'innovation dans la région de la CEE pour mettre l'innovation et les technologies numériques au service du développement durable et de la transition vers une économie circulaire. Voir https://unece.org/sites/default/files/2021-12/Item%2013_ECE_EX_2021_40_XB_13%20Innovation%20and%20digital%20technologies%20for%20sust%20development.pdf.

¹⁰ La transition numérique et le traitement des données sont aussi à l'origine du récent essor du commerce des services. De nouveaux services, tels que la diffusion en continu ou l'informatique en nuage, sont en pleine expansion et occuperont vraisemblablement une place dominante dans l'économie circulaire. L'intelligence artificielle est au cœur de nombreuses technologies déjà exploitées dans le cadre de modèles d'activité circulaires.

¹¹ À cet égard, les États membres de la CEE ont décidé que le thème prioritaire et transversal de la soixante-dixième session de la CEE serait « Les transformations numérique et verte pour le développement durable dans la région de la CEE ». Voir https://unece.org/sites/default/files/2021-12/Item%207%20ECE_EX_2021_32__Commission%20session%20update%20on%20preparations.pdf.

- **Commerce de textiles.** L'industrie textile a une empreinte écologique parmi les plus fortes, et les procédés de production utilisés présentent des risques pour la santé humaine et la société. Dans le secteur de la « mode jetable », 87 % des textiles sont jetés ou brûlés chaque année, pour un coût de 100 milliards de dollars¹². Une économie circulaire peut contribuer à accroître la durabilité de l'industrie textile : 1) en réduisant l'empreinte écologique des produits et des procédés de production tout le long de la chaîne de valeur, grâce par exemple au modèle « utilisation-réutilisation-recyclage » ; 2) en modifiant les comportements des consommateurs pour promouvoir une consommation plus intelligente et plus éthique. Il est important que les consommateurs finaux reçoivent des informations précises et utiles sur les risques sociaux, environnementaux et sanitaires que posent leurs achats, d'où la nécessité de la transparence des chaînes de valeur de l'industrie textile et de la traçabilité des produits¹³.
- **Commerce des minéraux critiques.** En raison de leurs propriétés uniques, les terres rares sont essentielles au développement futur des produits de haute technicité à faible empreinte carbone (véhicules électriques, câbles en fibres optiques, ordinateurs, etc.). Elles sont disponibles en quantité extrêmement limitée, et selon toute vraisemblance, la demande va prochainement dépasser l'offre de façon spectaculaire. À cet égard, la circularité peut offrir des solutions en encourageant la réutilisation de ces minéraux critiques. Cela dit, les technologies actuelles ne permettent pas un recyclage efficace des terres rares : le processus demande beaucoup d'énergie, produit des émissions néfastes et s'accompagne d'opérations de séparation supplémentaires en aval.

C. Cadres de réglementation du commerce et de l'économie circulaire

13. Des mesures doivent être prises à tous les niveaux de la gouvernance commerciale (multilatérale, régionale et nationale) pour exploiter le potentiel du commerce aux fins de la transition vers une économie circulaire. La circularité est un domaine transversal, dont les dimensions environnementale, économique et sociale sont étroitement liées. Pour en favoriser le développement, il faut adopter d'urgence une approche coordonnée et stratégique, qui doit bénéficier d'un appui politique universel. Il faut aussi veiller à ce que les mesures de promotion de l'économie circulaire ne créent pas des obstacles au commerce pour les pays dont le secteur des exportations n'est pas encore totalement circulaire.

14. Le cadre réglementaire du commerce international couvre trois niveaux de gouvernance :

- **Multilatéral.** L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a mis en place un système contraignant de règles internationales, qui régissent le commerce international. Dans le cadre de ses discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale, elle tient des débats ciblés sur l'économie circulaire et le commerce¹⁴. En outre, certaines conventions et règles internationales ont des incidences sur le commerce international, comme la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, ou encore la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Si les règles qui encadrent le commerce international sont adaptées à une économie linéaire, des questions en lien avec la circularité sont de plus en plus souvent abordées dans les débats internationaux (commerce et environnement, pollution plastique, biens et services environnementaux, etc.).
- **Régional.** L'établissement de règles au niveau régional plutôt qu'au niveau multilatéral pourrait permettre une transition plus rapide et plus concrète vers la

¹² <https://www.bbc.com/future/article/20200710-why-clothes-are-so-hard-to-recycle>.

¹³ ECE/TRADE/C/CEFACT/2019/26, disponible à l'adresse https://unece.org/fileadmin/DAM/cefact/cf_plenary/2019_plenary/ECE_TRADE_C_CEFACT_2019_06F.pdf.

¹⁴ https://www.wto.org/english/news_e/news21_e/envir_15dec21_e.htm. On trouvera dans l'encadré 1 des exemples d'initiatives relatives à l'économie circulaire et au commerce.

circularité. Les accords commerciaux régionaux intègrent de plus en plus souvent des dispositions relatives à la durabilité et à la circularité. Certaines instances régionales se penchent aussi sur ces questions, comme le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, qui a établi des principes pour un commerce durable en 2019¹⁵.

- **National.** Chaque pays définit ses propres règles en tenant compte de ses objectifs et en veillant au respect de ses obligations internationales. Partout dans le monde, les pays développés et les pays en transition ont commencé à adopter des politiques de promotion de l'économie circulaire. D'après la base de données de l'Institut royal des affaires internationales (Chatham House) sur les politiques relatives à l'économie circulaire¹⁶, 39 pays se sont déjà dotés d'une politique ou d'une stratégie sur la circularité.

15. L'établissement de normes peut aussi contribuer grandement à la mobilisation du potentiel du commerce en faveur de la transition vers une économie circulaire. En définissant les caractéristiques des produits et les procédures relatives à leur conception, à leur production et à leur élimination, les normes peuvent promouvoir la circularité dans la chaîne d'approvisionnement, tant en aval (normes de qualité applicables aux matières premières de récupération et aux biens remis en état ou refabriqués, par exemple) qu'en amont (normes d'écoconception, de durabilité de la production, de recyclabilité ou de réparabilité, par exemple). Les normes privées de durabilité, comme celles du Partenariat mondial pour de bonnes pratiques agricoles (GLOBALG.A.P), peuvent également faciliter une transition rapide vers une économie circulaire et donc un avenir plus durable¹⁷.

Encadré 1

Le commerce et l'économie circulaire au niveau multilatéral : propositions concrètes

Certaines parties prenantes sont de plus en plus conscientes que le commerce pourrait être un puissant levier de promotion de la transition vers une économie circulaire. Dans leurs récents travaux de recherche, des acteurs internationaux tels que la Chambre de commerce internationale, l'Institut international du développement durable et Quaker United Nations Office¹⁸ ont formulé des propositions concrètes, suggérant notamment :

- De revoir les principes et classifications du Système harmonisé pour que la transition ne soit pas bridée par les classifications actuelles des marchandises. Il faudrait pour ce faire obtenir le soutien des membres de l'Organisation mondiale des douanes ;
- De libéraliser le commerce des biens et services environnementaux et de faire preuve de prudence quant à la libéralisation des biens et services dont le commerce compromet les objectifs environnementaux et la transition vers la circularité ;
- De lever les obstacles au commerce des déchets, de la ferraille, des biens d'occasion, des matières premières de récupération et des produits refabriqués tout en évitant les situations dans lesquelles la libéralisation sert de prétexte pour autoriser l'importation de produits de mauvaise qualité, dangereux ou illégaux, qui sont néfastes pour l'environnement ou la santé ;

¹⁵ https://unece.org/fileadmin/DAM/SPECA/documents/gc/session14/Principles_of_Sustainable_Trade__Trade__English.pdf.

¹⁶ <https://circulareconomy.earth/?policy=cep>.

¹⁷ Pour de plus amples informations, voir, par exemple, les travaux du Forum des Nations Unies sur les normes de durabilité (<https://unfss.org>).

¹⁸ Bellmann, C. (2021), *The Circular Economy and International Trade: Options for the World Trade Organization (WTO)*, rapport établi avec le soutien financier de la Fondation de recherche de la Chambre de commerce internationale, disponible à l'adresse https://icc.se/wp-content/uploads/2021/12/20211214_Circular-Economy.pdf. Monkelbaan, C. (2021), *The Circular Economy and Trade: Some Questions and Possible Ways Forward*, rapport établi avec le soutien financier de Quaker United Nations Office et de la Friedrich-Ebert-Stiftung, disponible à l'adresse https://quano.org/sites/default/files/resources/The%20Circular%20Economy%20and%20Trade_paper_A4_24_09.pdf. Tamminen et al., *Trading Services for a Circular Economy*, voir la note de bas de page n° 6.

- De réajuster les mesures d'incitation et de dissuasion, par exemple d'éliminer les subventions préjudiciables à l'environnement et de cesser l'exploitation primaire de ressources naturelles ;
- D'exempter temporairement des règles de l'OMC relatives aux subventions de certains produits de nature à promouvoir la circularité, dont la liste aura été arrêtée d'un commun accord, de manière à encourager les pratiques et la production circulaires ;
- De réviser l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges pour faciliter le commerce dans les chaînes d'approvisionnement inversées, y compris le commerce de produits conformes à certaines normes environnementales vérifiées.

Pour progresser sur ces fronts, il est essentiel de renforcer l'assistance technique aux pays en transition, en particulier pour appuyer le passage à la circularité.

Source : Document directif de la CEE intitulé « Accélérer la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE : solutions envisageables pour exploiter le potentiel du commerce et de la coopération économique » (à paraître en 2022).

D. Économie circulaire : difficultés et perspectives pour les pays en transition

16. Les pays en transition se heurtent à de nombreux obstacles sur la voie du développement durable, notamment à des obstacles structurels (faible productivité, population vieillissante, phénomène d'émigration, environnement commercial difficile, industrie en déclin, dépendance à l'égard des exportations de produits de base ou de marchandises à faible valeur ajoutée, etc.). La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces difficultés et en a créé de nouvelles : précarité, perte d'emplois, accroissement des risques et déficits budgétaires, notamment. La transition vers une économie circulaire pourrait être un moyen de favoriser une reprise post-COVID à la fois résiliente, durable et inclusive. Cette transition pourrait consister à :

- **Conjuguer activités à forte intensité de main-d'œuvre et activités novatrices.** La réparation, la refabrication et le recyclage sont des activités à forte intensité de main-d'œuvre, qui seront créatrices d'emplois dans les pays en transition. Cela dit, ces pays ne peuvent se concentrer sur ces seules activités sans risquer d'amoinrir leur potentiel de création de nouveaux secteurs à plus forte valeur ajoutée, qui stimuleraient leur croissance économique ;
- **Soutenir les microentreprises et les petites et moyennes entreprises.** Les microentreprises et les petites et moyennes entreprises sont des acteurs vulnérables, mais essentiels de l'économie des pays en transition. Les coûts qu'elles devront supporter pour opérer la transition vers une économie circulaire doivent être pris en compte. Ces entreprises pourraient avoir besoin d'un soutien particulier et d'investissements dans le renforcement de leurs compétences ;
- **Appliquer les principes de circularité non seulement à la production, mais aussi à la consommation.** La promotion de pratiques de consommation fondées sur la circularité pourrait contribuer à satisfaire les besoins de la population et faciliter l'évolution des pratiques de production¹⁹ ;
- **Renforcer l'intégration de l'économie circulaire dans les chaînes de valeur mondiales et régionales.** Le commerce mondial et régional de produits et de services issus de l'économie circulaire recèle un potentiel considérable, y compris pour les pays en transition. L'accession à l'OMC et le resserrement de la coopération régionale pourraient contribuer à libérer ce potentiel.

¹⁹ Preston F., Lehne J. et Wellesley L. (2019), *An Inclusive Circular Economy: Priorities for Developing Countries*, Institut royal des affaires internationales (Chatham House), disponible à l'adresse <https://www.chathamhouse.org/2019/05/inclusive-circular-economy>.

III. Recommandations

17. Le commerce peut être un puissant catalyseur de la transition vers une économie circulaire. Pour faciliter cette transition, il est recommandé, dans un premier temps, de :

- **Mener des campagnes de sensibilisation.** Il faut diffuser des informations à la fois sur la circularité et sur l'interaction entre commerce et économie circulaire. Il peut s'agir de porter la question de l'économie circulaire à l'attention des acteurs du monde du commerce et, inversement, de sensibiliser les spécialistes de l'économie circulaire à l'importance du commerce. Les activités de sensibilisation peuvent cibler tant le secteur public que le secteur privé²⁰. Elles pourraient s'inscrire dans le cadre de campagnes d'information déjà lancées par des acteurs clefs de la promotion de la circularité, comme la Fondation Ellen MacArthur ou le fonds finlandais pour l'innovation Sitra. Quant au commerce, un groupe de travail sur l'économie circulaire a récemment été créé dans le contexte des discussions structurées de l'OMC sur le commerce et la durabilité environnementale, et il peut être un moyen de tenir les pays en transition informés des débats en cours. Le réseau « Circular STEP » de la CEE, qui réunit des points focaux pour la circularité que les pays en transition ont officiellement désignés, peut jouer un rôle clef dans les efforts de sensibilisation²¹ ;
- **Faciliter l'échange de données d'expérience.** L'échange de données d'expérience sur les moyens de créer des synergies entre commerce et économie circulaire et de surmonter les difficultés susceptibles de survenir à cet égard pourrait faciliter la transition vers une économie circulaire. Les dialogues de la CEE sur les politiques régionales et nationales peuvent être propices au partage informel de données d'expérience et de pratiques optimales. Par la suite, une approche plus structurée permettrait sans doute des échanges plus productifs ;
- **Renforcer la base de connaissances.** L'accès à des données sur le commerce est crucial pour assurer le succès de la transition vers une économie circulaire, car il permet de prendre des décisions éclairées et fondées sur des éléments factuels. Si certains pays disposent d'indicateurs de la circularité, ce n'est le cas de presque aucun pays en transition et il n'existe pratiquement pas de données sur les aspects de la circularité en lien avec le commerce. Par conséquent, la mesure et le suivi de l'économie circulaire et de ses dimensions relatives au commerce dans les pays en transition doivent être des priorités. Il faut mener des activités conjointes, auxquelles doivent être associés une multitude d'acteurs, tels que la CEE (dans le cadre de ses travaux sur les statistiques), des groupes de réflexion (l'Institut royal des affaires internationales, par exemple) et des organisations internationales (Organisation de coopération et de développement économiques, OMC, etc.) ;
- **Prendre en compte les questions relatives au commerce dans les stratégies et les plans d'action nationaux sur la circularité.** Les stratégies et les plans d'action sur la circularité, de même que les instruments mis en place pour les faire appliquer (lois, règlements, etc.), sont essentiels pour concrétiser la transition vers une économie circulaire au niveau national. Étant donné qu'un nombre croissant de pays établissent de tels plans d'action, il pourrait être utile de prêter attention à l'intégration de questions relatives au commerce dans ces documents directifs fondamentaux et dans les activités qui en découlent. Il s'agit de conjuguer une approche globale, qui tient compte des questions en lien avec le commerce (investissement/financement, innovation, transition numérique, etc.), et une approche sectorielle, centrée par exemple sur des secteurs clefs (textile, agroalimentaire, services, etc.) ;
- **Faire des chaînes d'approvisionnement des vecteurs de circularité.** Les chaînes d'approvisionnement fluidifient les rouages de l'économie mondiale, mais elles sont généralement fondées sur un modèle économique linéaire. Leur réorganisation peut favoriser la circularité. L'innovation est cruciale à cet égard parce qu'elle peut

²⁰ Elles devraient aussi cibler les acteurs des milieux universitaires, qui ont des connaissances spécialisées et un point de vue particulier sur la circularité et son interaction avec le commerce.

²¹ <https://unece.org/circular-economy/press/unece-launches-platform-policy-dialogue-circular-economy>.

sous-tendre une remise à plat des stratégies économiques et commerciales. La transparence et la traçabilité sont également essentielles, car elles permettent aux consommateurs, particuliers comme entreprises, de faire leurs achats en connaissance de cause. La boîte à outils de la CEE sur la transparence et la traçabilité dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure²² et l'Équipe de spécialistes de la traçabilité des chaînes de valeur durables en matière d'environnement, de société et de gouvernance dans une économie circulaire²³ offrent respectivement, dans le cadre de l'ONU, des instruments et un forum axés sur ces questions ;

- **Envisager l'adoption, aux différents niveaux de gouvernance, d'instruments de politique commerciale de nature à encourager la circularité.** Une intégration effective des questions de circularité dans les politiques commerciales pourrait nécessiter l'adoption de mesures à différents niveaux (multilatéral, régional et national). En plus de tenir compte de la circularité dans leurs stratégies nationales de promotion du commerce, des chaînes de valeur et du développement économique de manière plus générale, les pays pourraient inclure des dispositions y relatives dans les accords commerciaux régionaux et la prendre en considération dans l'élaboration des politiques commerciales multilatérales. Le groupe de travail sur l'économie circulaire qui a récemment été créé dans le contexte des discussions structurées de l'OMC sur le commerce et la durabilité environnementale pourrait offrir un espace propice au lancement de travaux sur ces questions. Il convient de veiller en particulier à ce que les instruments de politique commerciale axés sur la circularité ne créent pas de potentiels obstacles au commerce ;
- **Faire en sorte que la transition soit inclusive.** Certains acteurs sont mieux positionnés que d'autres pour bénéficier de la transition vers une économie circulaire. Les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, notamment celles qui sont dirigées par des femmes, et les entreprises des pays en transition auront besoin d'aide pour exploiter les possibilités offertes par la circularité et surmonter certaines difficultés. Les organisations internationales, y compris les institutions financières et la communauté internationale des donateurs, doivent créer un environnement favorable à la transition en mettant en place un filet de sécurité pour les acteurs susceptibles d'en avoir besoin. Elles pourraient épauler les pays en prenant des mesures concrètes dans les domaines suivants : transfert de technologie, de savoir-faire et de machines ; résorption de la fracture numérique et facilitation de l'accès aux plateformes numériques mondiales ; formation, assistance technique et renforcement des capacités de manière plus générale. Le recentrage de l'initiative Aide pour le commerce sur la transition vers la circularité pourrait être d'une grande utilité aux pays en transition.

IV. Conclusion

18. Notre modèle économique linéaire génère des externalités négatives sur les plans environnemental, social et sanitaire. Il est à la fois la cause et la conséquence de notre demande insatiable de nouveaux produits. Dans le secteur de la « mode jetable », 87 % des textiles sont jetés ou brûlés chaque année, pour un coût de 100 milliards de dollars. Plus de 85 % des emballages en plastique produits sont également jetés chaque année (en valeur), pour un coût pouvant atteindre 120 milliards de dollars, sans compter le coût environnemental, puisque ces plastiques polluent nos rivières et océans²⁴. Il ne s'agit là que de quelques exemples de l'inefficience du modèle économique dominant.

19. Nous devons faire en sorte que nos modes de vie, de consommation et de production soient aussi rationnels et écologiques que possible. À l'avenir, la croissance économique devra être dissociée de l'exploitation des matières premières. L'économie circulaire rend cette transition possible. Elle repose sur la réutilisation, la réparation, la refabrication, le recyclage, le partage et la location, qui allongent la durée d'utilisation des biens et limitent

²² <https://unece.org/trade/traceability-sustainable-garment-and-footwear>.

²³ <https://unece.org/trade/uncefact/ToSTraceability>.

²⁴ <https://www.visualcapitalist.com/the-circular-economy-redesigning-our-planets-future/>.

les besoins de matières premières. En outre, elle permet de réduire la production de déchets, de donner une seconde vie aux produits et de créer de la valeur ajoutée en réutilisant les biens et les matériaux. En rendant les chaînes d'approvisionnement plus transparentes, elle peut aboutir à l'adoption de modes de production plus efficaces et accroître la productivité et la compétitivité tout en contribuant à décarboniser la planète.

20. Pour atteindre les cibles des ODD tout en favorisant la croissance économique, nous devons impérativement inscrire la circularité au cœur de notre philosophie économique et de nos politiques économiques. Aujourd'hui, l'économie circulaire joue un rôle marginal, en complément de l'économie linéaire, et beaucoup considèrent qu'elle est un levier d'action comme un autre. À l'avenir, il est possible qu'elle change la donne en modifiant profondément l'organisation des chaînes de valeur, en entraînant un rééquilibrage des politiques de protection sociale et en créant une nouvelle réalité économique.

21. En remplissant ses trois fonctions principales, à savoir l'élaboration de normes, de règles et d'instruments juridiques, la création d'une plateforme de dialogue et la fourniture d'une assistance technique dans divers secteurs, la CEE aide les pays à amorcer une reprise post-COVID à la fois durable, inclusive et résiliente²⁵, et à opérer la transition vers une économie circulaire²⁶.

22. La Division du commerce et de la coopération économique de la CEE a mis au point des outils particulièrement utiles pour faire face aux enjeux soulevés dans la présente note. On peut citer ses pratiques optimales et normes relatives à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques (élaborées par le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU), ses activités de coopération en matière de réglementation, ses normes de qualité des produits agricoles, ses critères applicables aux procédures de passation des marchés publics, ses efforts de développement de partenariats public-privé et ses politiques de promotion de l'innovation (tableau 1).

23. Dans le cadre des mesures qu'ils prennent pour « reconstruire en mieux », les États peuvent bénéficier d'une multitude d'outils normatifs et d'activités d'assistance technique de la CEE, notamment du projet « Accélérer la transition vers une économie circulaire dans la région de la CEE », qui est financé par le Compte de l'ONU pour le développement. Au titre de ce projet, la CEE prévoit d'élaborer des documents directifs sur les thèmes suivants : l'amélioration de la traçabilité des produits dans les chaînes de valeur internationales aux fins de la promotion d'une économie circulaire et d'une utilisation durable des ressources naturelles ; les marchés publics favorables à une innovation axée sur l'économie circulaire et l'utilisation durable des ressources naturelles ; les mécanismes institutionnels favorables à la transition vers une économie circulaire et une utilisation durable des ressources naturelles ; les moyens de financement favorables à une économie circulaire et à une utilisation durable des ressources naturelles ; la gestion des déchets axée sur une économie circulaire et une utilisation durable des ressources naturelles ; les solutions numériques au service d'une économie circulaire et d'une utilisation durable des ressources naturelles.

Tableau 1

Les travaux que la Division du commerce et de la coopération économique de la CEE consacre à l'économie circulaire

Thèmes	Outils
Promouvoir la transparence et la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement pour transformer les secteurs à très forte intensité de ressources	La CEE a lancé la « Sustainability Pledge », un programme dont les participants s'engagent à respecter des recommandations du CEFACT-ONU, des normes relatives à l'échange d'informations et des directives d'application ²⁷ . L'objectif est d'améliorer la

²⁵ ECE, *Responding to the socio-economic impacts of the COVID-19 pandemic in the UNECE region*, disponible à l'adresse https://unece.org/DAM/UNECE_COVID_Brochure_EN.pdf.

²⁶ E/ECE/1496 (*Économie circulaire et utilisation durable des ressources naturelles : panoplie d'instruments de la Commission économique pour l'Europe*), disponible à l'adresse https://unece.org/sites/default/files/2021-03/E_ECE_1496-2101396F.pdf.

²⁷ <https://form.jotform.com/211244876449059>.

<i>Thèmes</i>	<i>Outils</i>
	<p>transparence et la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement des secteurs de l'habillement et de la chaussure.</p> <p>Par l'intermédiaire de l'Équipe de spécialistes de la traçabilité des chaînes de valeur durables en matière d'environnement, de société et de gouvernance dans une économie circulaire²⁸, la CEE soutient les mesures transformatrices que prennent les acteurs de secteurs clefs pour appuyer la transition vers une économie circulaire.</p>
Prendre en compte les principes de circularité dans la définition des critères applicables aux procédures de passation des marchés publics	Par l'intermédiaire de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité, la CEE aide et continuera d'aider les pays à tirer le meilleur parti des marchés publics, notamment des marchés publics favorables à une innovation axée sur l'économie circulaire. Elle a également établi des orientations sur l'innovation au service d'une économie circulaire.
Promouvoir la réduction de la production de déchets et la réutilisation des déchets	<p>Déchets dangereux : La norme du CEFACT-ONU sur les mouvements transfrontières de déchets permet de contrôler les mouvements transfrontières de déchets dangereux conformément à la Convention de Bâle.</p> <p>Pertes et gaspillage de denrées alimentaires : Le programme FeedUP@UN vise à éviter les pertes de denrées alimentaires sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et à redistribuer des denrées qui auraient autrement été gaspillées. La CEE a élaboré un Code de bonne conduite pour la prévention des pertes alimentaires et une méthode de mesure des pertes et du gaspillage de denrées alimentaires, qui peuvent éclairer l'élaboration de politiques sur l'évaluation des pertes alimentaires.</p>
Tirer parti de la coopération en matière de normes et de réglementation	La CEE a créé un portail sur les normes au service de la réalisation des ODD ²⁹ . Ce portail permet de recenser les normes susceptibles de contribuer à l'action menée pour atteindre les ODD.
Utiliser les nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité des procédures commerciales et des chaînes logistiques	Les recommandations de la CEE sur l'échange électronique de données, qui portent sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, peuvent contribuer à améliorer l'efficacité des procédures commerciales et à réduire la production de déchets ³⁰ .

Source : CEE.

²⁸ <https://unece.org/media/news/362439>.

²⁹ <https://standards4sdgs.unece.org/>.

³⁰ ECE/TRADE/C/CEFACT/2020/24, disponible à l'adresse https://unece.org/fileadmin/DAM/cefact/cf_plenary/2020_Plenary/ECE_TRADE_C_CEFACT_2020_24E-UNCEFACTdeliverablesCE.pdf.